

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 16 avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28 mars 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **JACQUES PREVOT ARTIFICES**

Lieu-dit "La Tuilerie"  
RD139B COLOMBEY LES CHOISEUL  
52240 Breuvannes-en-Bassigny

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 mars 2024 dans l'établissement JACQUES PREVOT ARTIFICES implanté Lieu-dit "La Tuilerie" RD139B COLOMBEY LES CHOISEUL 52240 Breuvannes-en-Bassigny. L'inspection a été annoncée le 27 février 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre de l'action régionale relative au plan d'opération interne (POI) et s'inscrit également dans le plan pluriannuel de contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- JACQUES PREVOT ARTIFICES
- Lieu-dit "La Tuilerie" RD139B COLOMBEY LES CHOISEUL 52240 Breuvannes-en-Bassigny
- Code AIOT : 0003012769
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Ce site stocke et met en liaison électrique des feux d'artifices de divertissement. Ses activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 mai 2018.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Vérification de la situation administrative du site
- Fiche d'information du public

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéas 3 et 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Commande automatique des exutoires de fumées	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 1.2.1	Sans objet
2	Statut Seveso	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 1.2.2	Sans objet
3	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 1.2.4	Sans objet
5	Fiche d'information du public	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe IV	Sans objet
6	Existence d'un POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 4	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats ont identifié quelques non-conformités. La plus impactante est un dépassement des quantités stockées lors de la visite au regard des quantités autorisées et qui engendre un dépassement du seuil Seveso seuil haut, mais que l'exploitant a d'ores-et-déjà solutionné en revenant à des quantités inférieures à celles autorisées. L'exploitant devra mettre en place une action corrective afin que la quantité de matières reste inférieure à celle autorisée. À cet effet, la mise en place d'une alarme sur le logiciel de gestion des stocks peut s'avérer utile ou toute autre mesure que l'exploitant jugera utile.

Les autres écarts sont majoritairement documentaires. Ils ont notamment permis de dégager des axes d'amélioration possibles dans la gestion d'un potentiel accident. L'exploitant s'est engagé à résoudre ces non-conformités rapidement.

L'inspection des installations classées propose à Mme la préfète de rappeler ces points d'attention à l'exploitant, par lettre préfectorale de suite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 1.2.1					
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature ICPE					
<b>Prescription contrôlée :</b>					
Rubrique ICPE	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Critère	Seuil du critère	Volume autorisé
4210-1	A	<p>Fabrication, chargement, encartouchage, conditionnement de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de, ou travail mécanique sur, à l'exclusion de la fabrication industrielle par transformation chimique ou biologique et à l'exclusion des opérations effectuées sur le lieu d'utilisation en vue de celle-ci et des opérations effectuées en vue d'un spectacle pyrotechnique encadrées par les dispositions du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre.</p> <p>La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 kg</p>	Quantité présente	> 100 kg	200 kg au sein de l'atelier de montage-communicage
4220-1	A	<p>Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public La quantité équivalente totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant Supérieure ou égale à 500 kg</p>	Quantité stockée (capacité équivalente)	> 500 kg	<p>Bâtiment <b>DR 1.1</b> : 45 kg (capacité équivalente 45 kg)</p> <p>Bâtiment <b>DR 1.3b/1.4</b> : 20 000 kg (capacité équivalente 6 667 kg)</p> <p>Bâtiment <b>DR 1.4</b> : 15 000 kg (capacité équivalente 3 000 kg)</p> <p>Capacité équivalente totale : <b>9 712 kg</b></p>

Rubrique ICPE	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Critère	Seuil du critère	Volume autorisé
2925	NC	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale utilisable	< 50 kW	Environ 3 kW

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du CE)\*\* ou NC (Non Classé)

La « quantité équivalente totale de matière active » est établie selon la formule :

$$A + B + C/3 + D/5 + E + F/3.$$

A représentant la quantité relative aux produits classés en division de risque 1.1 ainsi que tous les produits lorsque ceux-ci ne sont pas en emballages fermés conformes aux dispositions réglementaires en matière de transport.

B, C, D, E, F représentant respectivement les quantités relatives aux produits classés en division de risque 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 et 1.6 lorsque ceux-ci sont en emballages fermés conformes aux dispositions réglementaires en matière de transport.

#### Constats :

La quantité de produits relevant de la rubrique 4210 est nulle.

La quantité de produits relevant de la rubrique 4220 est supérieure à la quantité autorisée. Toutefois l'exploitant s'est engagé à revenir en conformité au plus tard sous 15 jours, soit mi-avril 2024.

Par courriel du 8 avril 2024, l'exploitant a transmis l'état des stocks mis à jour, attestant du retour à la conformité.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra mettre en place une action corrective afin que la quantité de matières reste inférieure à celle autorisée. À cet effet, la mise en place d'une alarme sur le logiciel de gestion des stocks peut s'avérer utile ou toute autre mesure que l'exploitant jugera utile.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Statut Seveso

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement relève du statut « Seveso seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.  L'exploitant s'assure et peut vérifier à tout moment que les sommes Sa, Sb et Sc définies à l'article R. 511-11 du Code de l'environnement calculées avec les seuils haut sont inférieures à 1 et que ses installations ne répondent pas à la règle de cumul seuil haut.aut.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, au regard de l'état des stocks, la somme Sb au regard des seuils Seveso seuil haut donne un résultat de 1,09, supérieur à 1. Par conséquent, le site répondait alors à la règle de cumul seuil haut.  Par courriel du 8 avril 2024, l'exploitant a transmis l'état des stocks mis à jour, lui permettant de revenir à une somme Sb inférieure à 1 et donc de retour à la conformité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'action corrective demandée dans le constat précédent permettra de rester sous le statut Seveso seuil bas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Consistance des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bâtiments autorisés
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• un bâtiment de stockage dit « DR1.1 », réservé au stockage de produits classés en division de risque 1.1, avec une limite de stockage de 45 kg ;</li><li>• un bâtiment de stockage dit « DR1.3/1.4 », réservé au stockage de produits classés en divisions de risque 1.3 et/ou 1.4, avec une limite de stockage de 20 000 kg ;</li><li>• un bâtiment de stockage dit « DR1.4 », réservé au stockage de produits classés en division de risque 1.4, avec une limite de stockage de 15 000 kg ;</li><li>• un atelier de montage-communicage dit « AMC », dans lequel la quantité totale de produits de classes 1.1, 1.3a, 1.3b et/ou 1.4 présents simultanément ne peut excéder 200 kg ;</li><li>• une aire de chargement-déchargement (ou « tunnel ») ;</li><li>• un local de stockage de matières non dangereuses dit « garage » ;</li><li>• un local de stockage et recharge des engins de manutention ;</li><li>• un bâtiment administratif.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'ensemble des bâtiments a été vu. Les produits stockés sont conformes à ceux autorisés. Aucun produit n'est présent dans l'atelier de montage-communicage, ni dans le bâtiment DR1.1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques majeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À l'une des entrées du site, un plan du site est présent. Le plan est aussi intégré au POI. Toutefois l'entrée principale n'en dispose pas.</p> <p>Lors de la visite, les zones sont matérialisées par un panneau de grande dimension sur chaque bâtiment, indiquant la nature du risque et les consignes afférentes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra également mettre en place un plan du site à l'entrée principale. Il transmettra ensuite une photographie à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant



N° 5 : Fiche d'information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques majeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> ÉLÉMENTS D'INFORMATION À COMMUNIQUER AU PUBLIC PAR LE PRÉFET EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 515-89  PARTIE 1 :  Pour tous les établissements couverts par le champ du présent arrêté :  1. Le nom ou la dénomination sociale de l'exploitant et l'adresse complète de l'établissement concerné ;  2. La confirmation que l'établissement est soumis aux dispositions réglementaires mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, qu'il a fait l'objet d'une autorisation conformément à l'article L. 511-2 du code de l'environnement et qu'il a présenté une étude de dangers prévue à l'article L. 181-25 du code de l'environnement ;  3. Une explication, donnée en termes simples, de la ou des activités de l'établissement ;  4. La dénomination commune ou la classe et catégorie de danger des substances dangereuses concernées se trouvant dans l'établissement qui pourraient donner lieu à un accident majeur, avec indication de leurs principales caractéristiques dangereuses dans des termes simples ;  5. Des informations générales sur la façon dont le public concerné sera averti, si nécessaire ; des informations adéquates sur le comportement approprié à adopter en cas d'accident majeur ou l'indication de l'endroit où ces informations peuvent être consultées électroniquement ;  6. La date de la dernière inspection et des informations sur l'endroit où il est possible d'obtenir, sur demande, des informations plus détaillées sur l'inspection et le plan d'inspection qui y est lié, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4 et L. 515-35 du code de l'environnement ;  7. Les précisions relatives aux modalités d'obtention de toute autre information pertinente, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4, L. 124-5 et L. 515-35 du code de l'environnement.  <b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir connaissance de cette obligation. Des échanges ont eu lieu quant aux attendus, notamment sur le comportement du public à anticiper et aux consignes à établir en conséquence.  Par courriel du 05 avril 2024, l'exploitant a transmis la fiche d'information du public à l'inspection des installations classées. Elle a été publiée sur Géorisques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Existence d'un POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques majeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
<b>Constats :</b> Le POI à disposition de l'inspection des installations classées date du 1 <sup>er</sup> octobre 2021. Une nouvelle version est en cours de rédaction pour intégrer les nouvelles exigences réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Contenu du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques majeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021  a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;  b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;  c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;  d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;  e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;  f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;  g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;  h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;  i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du

code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

**Constats :**

En amont de la visite, l'inspection des installations classées a fait part de ses observations sur le POI dans sa version de 2021. Les observations suivantes ont été transmises :

a) Il y a incohérence entre les pages 5 et 14 d'une part et la page 6 d'autre part, quant à la personne habilitée à déclencher des procédures d'urgence.

De même, les pages 5 et 6 doivent être mises en adéquation quant à la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination.

c) Il convient de rédiger des fiches scénarios selon les risques et les bâtiments et de lister qui peut tenir quelle fonction.

d) La conduite à tenir pour le personnel reste à préciser.

f) Une légende doit compléter le plan représentant les zones d'effet. Il convient de choisir un format pour le plan qui soit lisible dans des conditions dégradées.

g) Les dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, pour coordonner cette action avec les services d'urgence externes sont à intégrer au POI.

h) Les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site sont à intégrer au POI.

i) Les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux sont à intégrer au POI.

j) La remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur sont à intégrer au POI.

De plus, l'inspection des installations classées notait une incohérence dans le logigramme p.6 (le responsable de site prévient le responsable de site).

Lors de la visite, l'exploitant a présenté la nouvelle version du POI, modifiée au regard de ces remarques. Des échanges ont eu lieu en séance afin d'améliorer l'opérationnalité de ce document.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'est engagé à transmettre le POI mis à jour, après avoir réalisé un premier exercice afin de vérifier la bonne adéquation de la répartition des tâches et des fonctions.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

## N° 8 : Exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéas 3 et 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques majeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.</p> <p>Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Seul le compte-rendu d'exercice incendie du 06/11/2022 a été présenté. Il comporte le scénario de l'exercice et le comportement attendu des équipes, la description de la réalisation de l'exercice mené en réel et les pistes d'amélioration. La réalisation des actions de remédiation identifiées lors de cet exercice ont pu être vérifiées lors de la visite.</p> <p>Aucun exercice POI n'a été réalisé jusqu'à présent sur le site. Seuls des exercices incendie sont réalisés annuellement. L'exploitant a justifié de cet écart au motif qu'il pensait que cette typologie d'exercice était à réaliser systématiquement avec les pompiers. L'exercice prévu l'année précédente avec le SDIS avait dû être annulé à la demande des pompiers.</p> <p>Pour rappel, les exercices POI doivent permettre de tester :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le schéma d'alerte,</li><li>- L'organisation des secours,</li><li>- Le fonctionnement du poste de commandement,</li><li>- L'organisation des différentes fonctions,</li><li>- Le déploiement des moyens,</li><li>- La montée en puissance des moyens internes et/ou externes,</li><li>- Le fonctionnement des moyens,</li><li>- Les techniques de ralentissement de la propagation,</li><li>- Les contre-mesures destinées à la protection des personnels (alerte et information, premiers secours, mise à l'abri, évacuations),</li><li>- Les mesures à prendre au niveau de l'exploitation face aux incidents et accidents.</li></ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'est engagé à réaliser, en autonomie, un exercice dès avril 2024, après l'arrivée des saisonniers, pour tester le nouveau POI, notamment les fiches répartissant les différentes fonctions.</p> <p>Après réalisation de ce premier exercice POI, l'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection des installations classées le compte-rendu afférent.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

## N° 9 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques majeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.</p> <p>Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le personnel se compose de 4 salariés permanents travaillant sur site et de 6 personnels administratifs travaillant au bureau qui est déporté dans le village. En période de haute saison, des saisonniers renforcent l'équipe.</p> <p>L'attestation de formation du 14 juin 2022 présentée mentionne la formation de 18 personnes aux fonctions d'équipiers de première intervention et aux risques pyrotechniques. La fiche d'émargement est jointe. L'exploitant a indiqué que cette formation est reconduite tous les 2 ans.</p> <p>Il a également indiqué que tous les salariés (permanents et saisonniers) étaient artificiers qualifiés F4-T2 de niveau 2. Cette formation comporte une partie dédiée aux risques et conduite à tenir au regard des produits pyrotechniques.</p> <p>Les salariés permanents sont également formés SST (sauveteurs secouristes du travail).</p> <p>De plus, il a précisé que chaque année, une formation complémentaire était dispensée sur un thème différent.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 10 : Comportement au feu des bâtiments

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux abritant l'installation présentent la caractéristique de réaction au feu minimale suivante : matériaux de classe A1 à l'exception des éventuels bardages en bois situés sur les parois intérieures et visant à limiter les effets des éclats pour les explosifs détonants.</p> <p>Sauf contre-indication liée au risque explosion, les bâtiments de stockage et de montage des produits explosifs présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes, à l'exception des éventuelles surfaces de décharge :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- structure : R 120 ;</li><li>- planchers, murs extérieurs et séparatifs : REI 120 ;</li><li>- portes, fermetures résistantes au feu et leurs dispositifs de fermeture : REI 120.</li></ul> <p>Les portes et fermetures résistantes au feu qui participent à la sectorisation des installations en cas d'incendie sont équipées de dispositifs de fermeture automatique et sont maintenues fermées en cas d'incendie.</p> <p>Les portes d'accès aux bâtiments sont équipées de bloc-porte sécurisés.</p> <p>Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieur à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).</p> <p>L'exploitant dispose de l'ensemble des pièces (PV de réception, avis d'expert, note technique, etc) lui permettant de justifier du comportement au feu des bâtiments.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la suite de la visite d'inspection du 13/08/2019, la lettre préfectorale de suite du 20/09/2019 demandait à l'exploitant de fournir, dans un délai de 2 mois, les justificatifs de comportement au feu des bâtiments, ainsi que l'ensemble des pièces permettant de lier chaque justificatif à des éléments de plans des bâtiments.</p> <p>En réponse à la lettre préfectorale de suite, l'exploitant a fourni les justificatifs adéquats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les matériaux de classe A1, sauf bardage bois : justificatif pour béton sol et parois coffrées et pour plaques fibre-ciment toiture</li><li>- portes et dispositifs de fermeture REI 120 : le justificatif porte la mention EI 120.</li></ul> <p>Après vérification, ces dispositifs ne peuvent pas être R120. La prescription est donc inadaptée et sera modifiée lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>Toutefois, pour la structure R 120, l'exploitant a fourni une note de calcul de résistance des structures métallique pour leur résistance aux phénomènes météorologiques extrêmes, mais pas à l'incendie ; ce qui ne répond pas à la demande. Par ailleurs, aucun justificatif n'a été fourni pour le caractère Broof t3 des toitures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

## N° 11 : Commande automatique des exutoires de fumées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC).  Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.  Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture),</li><li>• fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité).</li><li>• la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²),</li><li>• classe de température ambiante T(00),</li><li>• classe d'exposition à la chaleur B300.</li></ul>
<b>Constats :</b> À la suite de la visite d'inspection du 13/08/2019, la lettre préfectorale de suite du 20/09/2019 demandait à l'exploitant de justifier de la non mise en place de commandes automatiques DENFC. Le cas échéant, l'inspection des installations classées lui avait indiqué qu'il pouvait demander la modification de l'arrêté préfectoral sur la base d'éléments étayés prouvant que les dispositifs en place apportent le même niveau de garantie que la prescription préfectorale.  Aucun document n'a été transmis à ce jour. Pourtant les exutoires vus au cours de la visite semblent équipés d'un fusible sous l'effet de la température.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra transmettre le justificatif attestant de la présence d'un fusible sur les exutoires ou tout autre moyen permettant l'ouverture automatique de ceux-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant